

Calendrier du Centre Protestant de l'Ouest (19370 Celles s/Belle)
3 et 4 février : l'école avec la participation de E. Verne, directeur de la revue "Orientations" et de K. Wagner et R. Warck, auteurs de "les déshérités de l'école", enquête sur les classes de transition et les terminales pratiques. Rôle de l'école, modèles culturels.... L'école de classe, appareil idéologique d'état....

10 et 11 février : l'information et le pouvoir avec la participation de P. Noirot, rédacteur en chef de "Politique-Hebdo". Situation de la presse, la publicité, le trust Hachette; nature et structure du pouvoir (idéologique, répressif, administratif, l'état)....

17 et 18 février : l'Irlande, panneaux, affiches, statistiques, brochures, documents, photos disques... Les forces en présence et l'évolution de la situation.....

(S'inscrire 2 jours à l'avance - tél.: (48) 26 80 44.)

Nantes : manifestation de soutien au peuple vietnamien.

Samedi 20 janvier a eu lieu à Nantes une manifestation de soutien dénonçant la politique fasciste de Nixon en Indochine. Le cortège s'est formé place Graslin et a été le plus nombreux rassemblé à Nantes sur ce problème (Il atteignait plus de 800 personnes à la dispersion) Il a défilé pendant près d'une heure dans le centre-ville en se faisant remarquer par son dynamisme et l'abondance des banderolles et drapeaux vietnamiens et du F.N.L. Son fort service d'ordre manifestait la volonté de manifester coûte que coûte.

Nantes : le 12 janvier, une soixantaine de manifestants ont défilé pendant une demi-heure pour protester contre la venue de Golda Meir. Ils entendaient dénoncer la politique impérialiste, raciste, fasciste de l'état d'israël, soutenir le peuple palestinien, et dénoncer la complicité du "soi-disant socialiste" Mitterrand qui s'était déjà fait remarquer en prenant une part active dans la guerre colonialiste d'Algérie.

Pontivy : manifestation de soutien à René Vautier

Gilles Servat, Evgen Kirjuhel et la plupart des chanteurs bretons ont pris part dimanche 28 à une manifestation de soutien à René Vautier. Ce dernier a entamé une grève de la faim le 1 janvier. Il proteste contre la censure contre le cinéma. La Commission des Avances sur Recettes lui a refusé son concours pour son prochain film sur la Bretagne: ceci est une forme particulièrement sournoise de répression politique qui coupe tout moyen financier. Il proteste également contre le blocage du film "Octobre à Paris" fait vers la fin de la guerre d'Algérie dénonçant son caractère colonialiste, et contre tous les autres cas de censure politique.

En raison de son état de santé, R. Vautier a été hospitalisé.

A propos du procès de Bernard Lambert, l'action sur la justice continue

A la suite du procès fait à B. Lambert, pour un prétendu échange de roue de secours, et de sa condamnation le 26 novembre à 2 mois de prison avec sursis, et amende, un comité d'action s'est formé à Nantes et a décidé d'entreprendre sur le champ une campagne d'information sur la justice. Des équipes locales ont organisé des meetings dans le département sur le thème: Police, justice, au service de qui?"

Au cours de ces réunions, B. Lambert a dénoncé le fait que, enfreignant ses propres règles, la justice l'a condamné sans répondre aux preuves de son innocence présentées par la défense. Participaient également à ces réunions des avocats du groupe Défense Collective qui s'appuyant sur des exemples récents et les prises du syndicat de la magistrature ont démontré le caractère répressif de l'appareil judiciaire : un enfant se suicide parce que sa mère est en prison pour un chèque de 75 f. Jean Carel, paysan morbihannais condamné seul à 2 mois de prison pour une action syndicale dont il n'était même pas le responsable!

A Chateaubriant, Nozay, Arthon, Rezé, Ancenis, Redon, Blain, St Nazaire et Machecoul, 2500 personnes ont participé avec animation aux débats qui suivirent. Différentes interventions ont révélé des cas d'injustice qui appuyaient les thèmes développés. Le comité d'action, mis en place à cette occasion continue sa campagne jusqu'au procès en appel le 23 mars à Rennes, et se propose d'organiser la défense des différents cas révélés au cours des réunions.

DU MAGASIN :

"CARREFOUR TOUT MOINS CHER, TOUTE L'ANNEE"

"DES PRIX QUE TOUT LE MONDE NOUS ENVIE"

AUTANT DE SLOGANS SOLLICITANT VOTRE ARGENT.

Or, depuis le 1^{er} Janvier, tous les prix de l'alimentation ont augmenté de 8 à 10 %. Dans tous les autres rayons du magasin, cette même hausse interviendra fin Janvier.

Ne soyez pas dupe : si vous êtes attirés par des articles en vente promotionnelle à des prix effectivement très bas, ces prix d'appel ne sauraient être applicables à l'ensemble des autres articles de consommation courante.

De plus, chères ménagères, nous attirons votre attention sur la qualité des produits alimentaires vendus.

Bon nombre de clients nous sont revenus avec de la viande, du poisson, des produits laitiers avariés.

LA DIRECTION S'ETANT EFFORCEE A PLUSIEURS REPRISES D'ETOUFFER QUELQUES CAS D'INTOXICATION ALIMENTAIRE :

Ce magasin se voulant être à l'avant-garde du commerce, n'a été prévu que pour :
UN DEBIT MAXIMUM DE MARCHANDISES AVEC UN MINIMUM DE PERSONNEL QUE L'ON FAIT TRAVAILLER AU MAXIMUM

Les personnes que vous considérez comme vendeurs (qui ne possèdent aucune qualification pour cela) commandent la marchandise, la réceptionnent, l'étiquettent et la mettent en rayon.

Des caissières à temps partiel, travaillent 25 heures seulement par semaine mais avec des horaires répartis toute la journée de 10 heures le matin à 10 heures le soir, variant toutes les semaines. Elles touchent un salaire de famine de 600 F. par mois.

Nous travaillons tous les samedis, bien souvent jusqu'à 10 h le soir et, pour certains d'entre nous, outre le dimanche, sans aucun jour de congé.

Certains groupes de caissières travaillent parfois pendant 2 à 3 semaines de suite jusqu'à 22 heures, ce qui ne les fait pas sortir avant 22 h 15, 22 h 30, car, après le passage des derniers clients, elles doivent faire leur caisse.

DE PARTOUT NOUS SOMMES SURVEILLES ET ESPIONNES :

- par les chefs prétentieux arrivés à ces postes en fayotant et en ayant effectué 14 heures, voire 15 heures de travail par jour.
- par des surveillants, pour la plupart flics ou militaires en retraite.

De plus :

5 femmes flics poussent leur caddie toute la journée en prenant l'allure de clientes et vous observant en permanence.

Mais la direction ne nous transformera pas en travailleurs fayots qui considéreraient les heures supplémentaires non payées comme un service tout à fait normal à rendre à la "maison" .

Nous n'y avons aucun intérêt et sommes résolument prêts à nous défendre pour l'amélioration de nos conditions de travail et à vous faire savoir la façon dont CARREFOUR vous vole.

DES EMPLOYES DU MAGASIN

P.S. : Ce tract est distribué par des personnes extérieures au magasin pour des raisons de sécurité.

26 tracteurs parcourant quelque 600 Kms en plein hiver, ce doit être un fait assez courant pour que la presse parlée ou écrite n'en parle qu'en quelques mots... à moins qu'on ait voulu étouffer à tout prix un mouvement qui prenait trop d'ampleur.

Aussi, il nous a paru indispensable de donner ici une information sur les événements peu ou mal connus, de situer l'action des Organisations qui ont soutenu ou freiné la marche des paysans du LARZAC.

La marche sur PARIS a pourtant été populaire et très bien accueillie tout au long de la route avec un soutien important de toutes les localités traversées.

Le 9 Janvier, les Paysans Travailleurs du Puy de Dôme et de la Loire viennent apporter leur soutien à CLERMONT FERRAND.

Le 11 Janvier, 200 Paysans de l'Ouest les rejoignent à ORLEANS et les Agriculteurs de FONTEVRAULT, partis de SAUMUR avec 5 tracteurs, tiennent un meeting à BLOIS et arrivent à ORLEANS.

Le Samedi 13 Janvier, d'importantes forces de police bloquent les tracteurs à Orléans. Pour éviter un affrontement, les paysans du Larzac ont cherché une stratégie de remplacement avec l'aide d'une équipe de Paysans Travailleurs. Pour que la marche puisse continuer, il fallait, en l'espace d'une nuit, prévenir les paysans du Loiret. Ceux-ci, violant l'arrêté préfectoral qui interdisait les routes nationales aux tracteurs, rejoignaient le cortège qui avait repris à pied la marche sur Paris, avec une bonne quinzaine de tracteurs. Le Président de la Fédération du Loiret déclarait que les paysans qui s'engageaient dans cette action le faisaient individuellement. Contrairement donc à ce qu'a annoncé la presse, ce n'était pas les paysans Beaucerons mais les petits paysans du Loiret qui ont marché sur Paris avec leurs tracteurs.

Un tracteur amené de l'OUEST en camion bâché a été descendu à Paris au meeting de JUSSIEUX. Malgré les barrages et la masse des policiers, un tracteur est donc allé à Paris et ceci, à la demande des paysans du Larzac.

Enfin, il faut souligner la solidarité des autres départements Vendredi et Samedi (Toulouse - Bordeaux - St Maixent - La Rochelle - Nantes - Roanne - Valence - Hérault et Aude...)

Soutenus ou baillonnés ?...

Annoncée le 14 Juillet 1972 par les Paysans du LARZAC, longuement préparée la marche sur Paris était à la fois massivement connue et très populaire. Le parcours avait été organisé avec les F.D.S.E.A., les C.D.J.A. et les Comités d'Action.

En fait, au travers des F.D.S.E.A., c'est un contrôle et un frein qu'a exercé la F.N.S.E.A.

Elle ne pouvait pas, sur un plan tactique, refuser son appui à un tel mouvement, mais le Président s'est empressé de déclarer qu'il s'agissait d'obtenir une meilleure indemnité ^{pour} les paysans expulsés. C'est à dire qu'il cautionne et la politique de M. DEBRE et le camp du LARZAC, et le départ des Paysans. Or, ceux-ci ont toujours crié leur volonté de rester sur leurs terres. Jeanine MASSEBIAU, dans une intervention à Paris, disait : "l'argent, toujours l'argent, nous ne sommes pas à acheter, le Larzac n'est pas à vendre... Ce que nous défendons, c'est une façon de vivre"

Nous présentons ici les principaux communiqués parus dans les numéros 4 et 5 du bulletin hebdomadaire de l'A.P.L. Paysans sur la marche des Paysans du LARZAC.

Des dizaines de manifestations de soutien ont eu lieu dans toute la France notamment :

- Caen : manifestation tous les soirs
- Fontevrault : soutien à la marche
- Toulouse : manifestation de soutien
- Occitanie : journée de soutien
- Paris : 113 personnes retiennent 3 % de leurs impôts en solidarité
- Nantes : meeting de soutien le 9 Janvier - manifestation de soutien le 13
- Valence : manifestation de soutien
- Millau : manifestation de soutien
- Poitiers : manifestation contre le camp d'Avon
- Niort : manifestation d'agriculteurs le 13 Janvier.

MILLAU - 7 Janvier - les paysans du Larzac commencent leur marche sur Paris le dimanche 7 Janvier à 9 h 30. 6.000 personnes assistent au départ des 26 tracteurs. Les agriculteurs restant prennent en charge les exploitations de ceux qui participent à cette marche.

Détails sur le convoi : Une fourgonnette ouvre la marche avec un panneau "convoi exceptionnel Larzac". Une infirmière s'y tient en permanence. Puis suivent les 26 tracteurs de différentes puissances, tous avec des cabines, portant chacun un panneau "Larzac" blanc sur fond rouge et une fourche rouge à manche blanc entourée de barbelés. Chaque tracteur porte des inscriptions : "sauvons le Larzac" écrites en blanc sur le flanc des pneus, et des pancartes avec diverses inscriptions : "Paysans = vie, Armée = ??", "Gardarem le Larzac" - "Europe verte ou kakie" - "des moutons, pas de canons" - "il n'y a plus de dignité que dans la résistance".

Puis une autre camionnette de dépannage avec également un panneau "Larzac" et qui ferme le convoi. Derrière, d'autres voitures, certaines du Larzac, décorées d'affiches et d'autocollants en Français et Occitan. Puis les tracteurs qui accompagnent et d'autres voitures.

Derrière... La Gendarmerie...

RODEZ - 7 Janvier - Conférence de presse des agriculteurs du Larzac.

A Rodez, le dimanche 7 Janvier à 19 h, les paysans du Larzac ont tenu une conférence de presse. Mrs BURQUIERE, TARLIER, JONQUET ont présenté les objectifs de leur marche sur Paris et ont répondu aux questions des journalistes présents. Ils veulent sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes du Larzac. "DEBRE a pensé qu'il pourrait jouer avec nous comme avec des pions. Nous ne l'accepterons pas. Nous n'accepterons jamais le dictat du prince."

Un paysan du Larzac a déclaré : "mon grand père a été tué pendant la création du camp en 1902. J'ai eu 3 oncles tués en 1914. J'ai été mobilisé en 1939, j'ai été 5 ans prisonnier. Je n'accepterai jamais de l'armée qu'elle nous prenne ce qui nous reste." "Debré dit que ce sont des vieux qui vivent ici alors qu'il y a de nombreux jeunes. On a proposé à des paysans des millions en dessous de table, mais nous n'avons rien à faire avec l'argent, nous sommes capables de le gagner seuls. Si un paysan se

.../...

faisait acheter, sa photo paraîtrait dans tous les journaux avec une dédicace. Il serait déconsidéré par toute la population".

Question sur la politique militaire : "l'homme doit prendre le pas sur tout. La terre doit être au service de l'homme et non le contraire. Nous sommes contre la politique de Debre qui fait des armes pour gagner de l'argent. Nous avons été confrontés à des problèmes de politique militaire dans notre lutte. L'ensemble de la population devrait refuser la quote part des impôts versée à la défense nationale."

"Auparavant, les militaires pouvaient manoeuvrer sur 100.000 ha autour du camp. Maintenant, même avec l'extension à 17.000 ha, avec toute l'opinion publique contre eux, ils ne pourraient le faire que sur 17.000 ha".

Problème de la défense nucléaire : "Ou bien ils taisent des choses inavouables, ou bien ils se foutent de nous. Ils ont fait des essais sur des terrains basaltiques qui sont l'idéal pour des engins atomiques. Au tunnel Saucières, long de 3 Km, des explosions ont eu lieu".

Union ouvriers-paysans : "il faut mettre fin à la zizanie entre ouvriers et paysans, comme au cours de la manifestation du 4 Janvier à Millau contre le chômage et l'extension du camp."

PARIS - 8 Janvier - Communiqué des organisations qui soutiennent la marche des paysans du Larzac sur Paris.

"32 organisations syndicales, politiques, pacifistes, écologiques, appellent la population parisienne à manifester son soutien à la montée à Paris, en tracteur, des paysans du Larzac en lutte contre l'extension du camp militaire dans leur région.

"Elles entendent ainsi protester :

- contre les mesures de spoliation qui visent 107 exploitations agricoles et qui vont se traduire par l'expulsion de 527 personnes;
- contre l'utilisation de 16.700 ha de nature à des fins militaires par l'extension de l'actuel camp militaire du Larzac;"

UDLR (APL Paysans) : lors de la réunion préparatoire à la manifestation à Paris, la F.E.N. s'est opposée à ce que les Paysans Travailleurs signent le tract, en expliquant qu'ils ne pouvaient reconnaître une minorité. Cette position a été soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T.

SAINT FLOUR - 9 Janvier - Conférence de presse des agriculteurs du Larzac

" Il n'y a pas lieu d'opposer la violence et la non-violence. La non-violence est une chose nouvelle. Ça fait 2 ans qu'on tient d'une façon non violente, et on espère gagner comme ça et garder le Larzac"/
Puis, sur leur position par rapport aux élections, : "nous cherchons avant tout à ne prendre aucune position. Ce qu'on veut simplement, c'est vous expliquer notre problème et vous mêmes, vous pourrez juger quelle est la position que les autres personnes, votre député local, et n'importe quelle autre personne, prend par rapport au problèmes qui sont similaires aux nôtres. Parce que les problèmes du Larzac, il y en a certainement dans votre région qui n'ont pas cette ampleur-là, mais qui doivent se poser aussi. Alors, c'est à vous-mêmes de juger la position de ces gens par rapport à un problème donné, et vous pourrez très facilement, très bientôt, faire votre choix."

PARIS - 11 Janvier - La manifestation des paysans du Larzac interdite par le Ministère de l'Intérieur.

Les comités de soutien aux paysans du Larzac, les partis politiques, les syndicats, les organisations appelant à la manifestation du 13 Janvier s'élèvent de la façon la plus rigoureuse contre la mesure d'interdiction prise par le Ministère de l'Intérieur sous le faux prétexte que :

.../...

7

"le défilé est de nature à troubler l'ordre public". Elles dénoncent cette nouvelle atteinte aux libertés publiques. Dans un communiqué ultérieur, ils préciseront leur attitude face à cette mesure policière inadmissible. Ils demanderont une audience au Ministre de l'Intérieur afin de lui faire part de leur réaction et réclameront l'annulation de la mesure prise. Partis, syndicats, et organisations décideront de la façon dont la protestation des paysans, de la population de Paris et de la région parisienne pourra s'exprimer.

. ORLEANS - 12 Janvier -

- meeting des paysans du Larzac
- malgré l'interdiction de la manifestation à Paris, les paysans du Larzac poursuivent leur marche sur Paris.

. ORLEANS - 13 Janvier - Les paysans bloqués par la police.

A Orléans, le samedi 13 Janvier, la police bloquait, dès 6 heures du matin, tous les tracteurs des paysans du Larzac en marche sur Paris. Les forces de l'ordre ont barré la sortie de la cour où sont garés les tracteurs. Une dizaine de cars se trouvaient à proximité immédiate, mais tout Orléans aurait été quadrillé. A 9 heures du matin, la police ne semblait pas vouloir évacuer les lieux avant 13 heures.

Déclaration des paysans du Larzac :

Après avoir été bloqués par les forces de l'ordre à la sortie d'Orléans, les paysans du Larzac ont fait la déclaration suivante :

"Nous sommes bloqués. Notre marche est interrompue par les forces de l'ordre. Nous protestons énergiquement contre le fait qu'une manifestation pacifique qui s'est déroulée jusqu'à Orléans dans l'ordre la plus parfait, soit brutalement stoppée par le Pouvoir. L'ordre républicain est-il à ce point fragile, pour que 25 tracteurs en marche sur Paris puissent l'ébranler. Le Gouvernement a peur de la vérité sur l'affaire du Larzac. Devant l'impossibilité de sortir d'Orléans, les agriculteurs, résolus et solidaires, ont décidé que :

- 1° une délégation de 10 paysans prend immédiatement la route vers Paris pour se rendre au rassemblement prévu à la Bourse du Travail à 16 h.
- 2° accompagnés d'un délégué des nombreuses organisations qui les soutiennent, ces 10 agriculteurs se présenteront à l'Hotel Matignon, pour remettre à Monsieur le Premier Ministre une lettre faisant l'objet de leur longue marche sur Paris.
- 3° Avant ce temps, les autres agriculteurs accompagnés de leurs familles et de leurs amis continuent leur marche sur Paris.
- 4° Une fois la lettre remise à Matignon, une conférence de presse Officielle sera donnée sur le bord de la route à l'endroit même où ils seront arrêtés.
- 5° La manifestation de la longue marche sur Paris sera officiellement terminée. Le Gouvernement comprendra-t-il enfin que la population du Larzac est farouchement attachée à son sol et n'acceptera jamais d'en être chassée.
- 6° Ce n'est pas pour autant que notre lutte pour faire triompher la cause de la dignité, de la vérité, de la justice et de la paix, sera terminée. Au contraire, elle ne fait que commencer.

Nous lançons un appel solennel à tout le monde et, plus particulièrement aux agriculteurs, pour qu'aujourd'hui, dans les semaines et les mois qui viennent, une solidarité effective s'organise efficacement sur toute la France pour sauver le Larzac dans le cadre de l'action non-violente.

.../...

C'est notre loi et notre force. Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout, animés par une volonté inébranlable.

Que notre foi et notre détermination redonnent courage à tous ceux qui défendent leur droit de vivre dans la dignité et la paix. Tous ensemble, nous garderons le Larzac. **CARDAREN LO LARZAC !**"

• ORLEANS - 13 Janvier - Les paysans du Larzac poursuivent leur marche sur Paris.

A la sortie d'Orléans, des tracteurs des paysans du Loiret se joignent à la marche. Dans le milieu de l'après-midi, les tracteurs sont bloqués par un barrage de C.R.S. Les paysans déclarent alors :

" nos amis paysans du Loiret sont arrêtés comme nous l'avons été à Orléans. De toutes façons, les agriculteurs du Larzac continuent leur marche sur Paris avec les 26 panneaux, accompagnés de leurs amis."

A 18 h. les paysans du Larzac se rendent en voiture à Paris.

• PARIS - 13 Janvier - 2.000 Personnes participent au meeting de protestation des Paysans du Larzac à la Bourse du Travail.

A 16 h. à la Bourse du travail, un meeting de soutien aux paysans du Larzac était convoqué par les paysans et par les 39 organisations qui avaient soutenu la marche. Un représentant des 39 organisations prit d'abord la parole, rappelant que cette région était loin d'être inculte, et que le camp qui doit s'étendre sur 16.000 ha comprend des terrains au sous-sol riche et où la faune et la flore sont intéressantes. La parole fut donnée ensuite aux représentants des agriculteurs, les autres étant en marche durant ce temps, entre Orléans et Paris.

JEANINE MASSEBIAU déclarait :

" A force de tirer la queue du chien, il finit par mordre. Il a mordu. Il y a eu sur le Larzac, 520 personnes qu'on veut chasser de leurs terres. Au moment où nous partions, il y avait 2.000 chômeurs partiels à Millau. La ville n'est pas grande. C'est un pas de plus vers la mort. Dans le Cantal, POMPIDOU dit : " il faut favoriser les exploitations familiales". Mais nous voulons rester !

On nous a fait des promesses, mais tous les faits empêchent d'y croire : il y a 7 ans, le Gouvernement a refusé un projet d'adduction d'eau, et maintenant, il nous le promet. Pour nous laisser partir ou pour nous expulser ? C'est de l'hypocrisie, on nous prend pour des imbéciles ! Ce qui nous est arrivé, nous a aidé à comprendre la souffrance des ouvriers des petits commerçants. A la Samex, pour calmer les ouvrières, on leur promet de l'argent. Mais les ouvrières de la Samex, elles voulaient autre chose : des conditions de travail plus humaines, être respectées. L'année dernière, elles nous ont invités à voir dans quelles conditions elles travaillaient. Nous, les agriculteurs, nous avons été effrayés. Nous avons mesuré la chance que nous avons dans nos fermes. Spontanément nous les avons aidées à tenir leur grève en leur apportant des oeufs, des lapins, des volailles. La Télévision nous a trompés. Elle a présenté le problème comme une question d'argent. Mais l'homme criera toujours s'il souffre d'une injustice. Un homme, c'est un homme, ce n'est pas un chien qu'on calme avec un os. Personne n'a le droit de traiter un autre homme avec mépris, fusse le Gouvernement.

Une délégation de paysans du Larzac remet une lettre à l'Hotel Matignon"

La délégation demande à être reçue à l'hotel Matignon. Il leur est répondu, par le concierge, que le Samedi, seuls les petits fonctionnaires sont là et que, le Premier Ministre ainsi que les secrétaires d'Etat passent leur week-end ailleurs. Les paysans, déçus, repartent et se préparent pour le meeting à JUSSIEUX.

PARIS - 13 Janvier - 2.000 personnes manifestent leur soutien aux paysans du Larzac.

A la sortie du meeting de la Bourse du Travail, 2.000 personnes partent spontanément en manifestation sur le Boulevard Magenta en direction de la gare de l'Est aux cris de : " Nous garderons le Larzac, l'Armée, ça pue, ça polue, et ça rend con, insoumission - désertion, la rue aux piétons - le Larzac aux moutons, des moutons - pas de canons; Debré fasciste, - assas assassin, Debré à l'Asile, à bas l'armée bourgeoise".

Les manifestant, déjouant à plusieurs reprises les C.R.S., après une heure ET deni de marche dans Paris, se sont heurtés aux forces de l'ordre. Après chaque charge de C.R.S. les manifestants se regroupent et relancent des slogans, si bien que les policiers sont débordés.

Les manifestants rejoignent ensuite, en partie, le quartier latin où se déroulent d'autres manifestations contre la venue de Golda Meir à Paris et pour protester contre l'assassinat de Mahmoud el Hanachari.

MEME JOUR, 22 h. - 2.000 personnes participent à un meeting à JUSSIEUX le samedi soir, en présence des paysans du Larzac. Des paysans de Loire-Atlantique débarquent un tracteur, venu de leur département en camion. Ils manifestent ainsi la solidarité des agriculteurs de l'Ouest.

d a n s l a p r e s s e . . .

Nantes : BUITONI a racheté la société Amieux (conserves) à la CANA (Coopérative Agricole la Noelle-Ancenis), majoritaire depuis 1967. Buitoni reprend l'exploitation de la marque, le réseau commercial, les stocks et les outils, mais ne reprend pas la vieille usine de Chantenay, ni les 200 personnes qui y travaillent dont la moitié sont des femmes de 40 à 50 ans; L'usine sera fermée le 31 Mars.

Rennes : procès à la suite d'une distribution de tracts à l'usine Citroen le 13 mai 71. 3 militants inculpés au titre de la "loi anti-casseurs", 8 soi-disant "membres du personnel", membres de la C.F.T. sont partie civile.

Lorient : A Branderion (Mor-bihan) 550 habitants, la quasi-totalité de la population, a pris partie contre la SAFER (Société d'Aménagement Foncier) qui opposait son droit de préemption pour la vente d'une ferme au chanteur Alain Barrière. Selon ce dernier, son projet de créer un complexe touristique servirait mieux la commune que la mise en valeur difficile d'une exploitation.

Nantes : grève le lundi 22 au lycée et CET des Bourdonnières contre le manque de personnel et de matériel.

Nantes : Chez Waterman, la direction a annoncé le licenciement de 105 ouvriers, tous OS. En réponse, l'ensemble des ouvriers ont débrayé l'après-midi du 25.

Nantes : rumeur persistante selon laquelle LU-Brun serait absorbé par un groupe alimentaire américain.

Cholet : 32 licenciements à la SFFPM (Société de Fabrication des Pièces Mécaniques).

Nantes : Après la hausse de mai '72, les loyers des HLM de Nantes augmentent à nouveau dans des proportions pouvant atteindre 5,08 %.

RECOMPTE DE PRESSES

LU DANS "LE NOUVEL OBSERVATEUR" n° 219 du 20 au 26 Novembre 1972

" "REFORMATEURS" : D'OU VIENNENT-ILS ?

" ANDRÉ MORICE

" Agé de soixante douze ans, André Morice n'est pas un nouveau venu dans la politique, puisqu'il obtint, en 1947, son premier poste de sous-secrétaire d'Etat, et qu'il ne quitta pratiquement plus, par la suite, les différents gouvernements de la IV^e République. Son point faible, à l'époque, était d'affectionner tout particulièrement le Ministère des Travaux Publics, alors qu'il était lui-même entrepreneur et P.D.G. depuis 1931 de l'Entreprise nantaise de Travaux Publics.

" Ce radical devint, en 1957, ministre de la Défense Nationale et des Forces armées dans le cabinet de Bourges-Maunoury. "Patriote" sourcilleux, toujours prêt à stigmatiser l'anti-France, il fut à l'origine de la construction, à la frontière algéro-tunisienne, d'une ligne électrifiée fauseuse à laquelle il donna son nom. Il n'en fallut pas plus pour que de méchantes langues - en particulier Jean-Jacques Servan-Schreiber - suggérassent qu'il pouvait en avoir tiré quelques profits. Ils allèrent même jusqu'à l'accuser, sans preuves décisives, d'avoir apporté son concours technique pendant l'occupation à la construction du mur de l'Atlantique. Des procès mouvementés s'ensuivirent. Tout naturellement, André Morice se retrouva à la pointe du combat pour l'Algérie Française. Rapproché provisoirement de la gauche, en 1962, il est rallié, aujourd'hui, aux "réformateurs". "

Modernisation et emploi à Saint Nazaire

"Ci dessous, quelques exemples méritant réflexion : nous étions 150 ajusteurs travaillant par quarts de 9 heures pour la construction de 4 moteurs "Burmeister et Wein" par an, au total 48 000 chevaux. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 91, y compris le montage extérieur (une trentaine) pour produire 4 moteurs PC 2 ou PC 3 par mois. Et ce chiffre pourrait être porté à 7 si l'approvisionnement en pièces détachées fonctionnait normalement. En tout 380 000 chevaux dans l'année. Faudrait-il encore pour ces 7 moteurs que nous fabriquerions facilement, que nos PDG trouvent les débouchés nécessaires. Mais ceci n'est pas notre affaire!...

La modernisation, par l'achat de nouvelles machines telles que la SFAC et la Coburg-numérique suppriment le travail de 4 raboteurs. La Coburg effectue, en 100 heures, le fraisage et le perçage d'implantations de vis. latérales des carters moteurs PC2 et PC3. Auparavant, ces opérations nécessitaient 400 h. de rabot, 50 h de perçage ainsi que 180 h. de lignage. Ce temps d'ailleurs était très variable suivant les imperfections des anciennes machines. Au total 630 h. donc 530 h. de gains et moins de travaux manuels.

La mise au point de la perceuse numérique Kolb n'étant pas terminée, on ne connaît pas encore toutes ses possibilités, mais on peut dire que le perçage et l'alaisage d'un tourteau de butée ne nécessitent que 17 h au lieu de 35 sur l'Asquit; elle supprime en outre les travaux de traçage puisqu'elle se centre automatiquement. Cette perceuse programmée à bandes perforées peut travailler sur 7 plans différents....

Pendant cette période de modernisation, les excédents de main d'oeuvre, ouvriers ou cadres, se trouvent mutés à la SNPA pour la fabrication de moteurs rapides (PA4, PA6...), d'autres à la Navale, sans compter les licenciements ~~sur~~ dont certains ont subi les effets il y a quelques années. (...)

Quel aveugle ne verrait que la course à l'emploi des hommes, sous le vieux prétexte du "droit au travail" est plus proche de la stupidité que du bon sens? (...) les machines produisant à notre place rendent une production combien de fois supérieure à la notre (...) Cette part, n'est-il pas juste qu'on nous la donne lorsque la machine nous éjecte, lorsque la production ne veut plus de nous? (...)

(Extrait de "l'Intersyndicaliste" n° 130 - GSED-MFA, café des Bienvenues, 44 Penhoet ; 1 place des Filets, Rezé; 18 rue de la Vallée, Orvault)

Communiqué des objecteurs de conscience (suite)

L'Assemblée des Objecteurs de Conscience insoumis à l'Office National des Forêts s'est déroulée à Orléans les 27 et 28 janvier. Elle rappelle que plus de 300 objecteurs de conscience sont insoumis. Ils refusent * l'affectation arbitraire à l'Office National des Forêts qui tend à uniformiser le Service Civil et à fournir une main d'œuvre sous-payée à un organisme à buts lucratifs.

Elle s'est prononcée pour * l'abrogation du "décret de Brégançon" qui étend la discipline militaire aux Objecteurs de Conscience, et les prive de droits les plus élémentaires de citoyens (politiques, syndicaux....) * l'abrogation de l'article 50 du Code du Service National qui restreint la diffusion du statut des objecteurs de conscience, * la reconnaissance du droit au statut, à tout moment et pour TOUTE motivation, y compris politique (rôle d'enbrigadement, de répression intérieure et colonialiste de l'armée) * la liberté d'expression et de réunion pour tous ceux qui effectuent le service national (civil ou militaire) * la libération des insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés.

Elle a affirmé son soutien à Marc RICHARD qui, ayant dû accepter l'Office National des Forêts pour des raisons familiales, doit passer en procès le 14 février à Montargis pour infraction au "décret de Brégançon" (abandon de poste, refus d'obéissance).

Elle a pris acte des actions déjà entreprises dans plusieurs grandes villes. Elle a mis en place une organisation capable de développer et coordonner ses luttes. 2 journées nationales d'action seront organisées à l'occasion du procès de Montargis.

Nantes : à la suite de la grève du CEMJ, constitution de l'association "JANVIER 73".

Les grévistes du CEMJ ont réintégré leurs locaux après 3 semaines de grève et un large soutien professionnel et populaire. Mais la lutte continue, c'est plus une réoccupation qu'une réintégration. En obtenant des revendications telles que : réintégration du formateur licencié, réexamen des dossiers des 3 grévistes renvoyées, assurance qu'aucune sanction ne sera prise, réorganisation de la vie au centre, les grévistes ont acculé le ministère jusqu'à ses limites. Au delà de celles-ci, le pouvoir ne pouvait que se nier lui-même. Or la lutte entamée par les grévistes a été reprise par un large mouvement de contestation qui regroupe un front de travailleurs sociaux et la population concernée par la manière dont on traite leurs enfants dist "inadaptés".

Un meeting d'explication et de continuation s'est tenu dans une maison des Dervallières à Nantes le 27/1, il a regroupé environ 500 personnes. Ce meeting a été le premier lieu et moment de jonction avec la population. Il a donné lieu à la création de "Janvier 73" qui a pour but d'élargir le front de lutte et de mettre en place des groupes d'information et d'action dans les établissements de rééducation, services, écoles, quartiers, usines, villages, afin de dénoncer la politique d'exploitation et de répression des enfants "inadaptés". Elle se mobilisera et agira notamment dès qu'un cas de répression et d'exploitation sera constaté. La déclaration de principe indique notamment : "Le mouvement de jonction réalisé entre les travailleurs sociaux et "usagers" se donne une base d'organisation permanente : constitution en association déclarée. Tout le contraire d'une association corporatiste : ouverte de droit aux travailleurs sociaux comme à toutes les catégories de population concernées; faire éclater dans les faits le ghetto de la jeunesse dite "inadaptée" mettre en place des comités de vigilance et d'action contre la censure et la répression dans la pratique sociale".

Le Cercle Jean XXIII de Nantes se déclare solidaire de la lutte et s'emploie des élèves et formateurs du CEMJ. A son tour, il dénonce les pressions dont sont victimes les stagiaires des départements et territoires d'outre-mer et se félicite de l'effet formateur et de réflexion de l'action entreprise par des jeunes qui viennent de faire la preuve de leur maturité sociale et politique. D'autres luttes viendront qui contribueront à ébranler les institutions scolaires et autres et apporter ainsi leur pierre à la Révolution.

L'ÉCLAIR
mardi
23

Aux tribunes libres de la ville :

l'innovation, clé du développement régional

il en va des régions comme des individus : leur avenir dépend essentiellement de la capacité de changement qu'ils peuvent mettre en œuvre c'est-à-dire de leur possibilité d'adaptation d'une part, de leur volonté de réalisations d'autre part.

C'est au sujet « Innovation et progrès » qu'était consacrée, lundi soir la troisième réunion des Tribunes libres de la ville, à laquelle participaient, aux côtés de M. Bibault, adjoint au maire de Nantes, chargé de l'expansion économique, de la liaison Université-Industrie, du plan et de la prospective. MM. de Pengully, chargé d'études au service régional de l'Équipement ; Michel Decré ; le Pr Prats, directeur de l'UER de Sciences juridiques ; le Pr Ottmann, directeur de l'UER de Génie Industriel et M. Berges, directeur de l'ADÉREC et de l'ANVAR.

Dans une brève allocution, M. Bibault définit les limites d'un sujet

qui offrait l'occasion de développements importants : il situa donc le débat « Innovation et Progrès » dans le cadre du développement régional, déclarant notamment :

« Il y a, si on sait unir toutes les forces d'une région, une résultante qui peut entraîner une infrastructure vraiment nouvelle qui dépasserait les timides mais méritoires essais entrepris jusqu'à ce jour pour assurer une liaison certaine, profonde entre les hommes et les femmes de l'industrie, les hommes et les femmes de l'Université, voire de l'administration ».

« Pour une meilleure compréhension de ces trois mondes dont aucun ne détiend, ni la vérité, ni la totalité des forces, mais dont la conjonction des efforts pourrait être le véritable pôle d'entraînement de la Métropole et de la Région ».

« Le devoir de la municipalité est précisément de créer l'environne-

ment pour permettre aux responsables des secteurs économiques et administratifs d'agir ».

INNOVATION ET PROGRES

Les décors étant ainsi plantés et les protagonistes présentés, M. de Pengully analysa le processus de développement et le rôle qu'y joue l'innovation : nous sommes déjà dans le futur puisque chacune des décisions prises aujourd'hui contribue à le façonner et la prospective doit aboutir à le façonner dans le sens du progrès. Cela permet de mesurer l'importance des responsabilités des hommes, en même temps il faut prendre conscience du fait que les mutations profondes ne peuvent être réalisées qu'à long terme.

Pour construire l'avenir il faut donc innover puisque l'avenir sera qualitativement différent du présent. Mais il faut en même temps tenir compte des réalités et des possibilités actuelles.

L'innovation est donc un état d'esprit. C'est aussi la mobilisation de toutes les richesses en matière grise d'une région et cet aspect déborde largement le cadre de la simple liaison Université-Industrie : il constitue un phénomène global touchant toutes les activités.

L'innovation débouche donc sur révolution technologique dans laquelle la formation humaine joue un rôle capital : c'est dans la mesure où cette révolution sera accomplie qu'on assurera à la région son développement et qu'on lui évitera le blocage d'une société en prise aux plus vives tensions sociales.

Ce développement sera assuré autour d'un axe d'innovation rassemblant, au cœur de la région, non seulement tous les moyens matériels tels qu'Université, Grandes Ecoles, laboratoires privés et publics, industries de pointe, etc... mais aussi des hommes, des entrepreneurs, des chercheurs et surtout un esprit pour animer l'ensemble.

C'est autour d'un tel axe d'innovation, dont de nombreux éléments sont déjà en place, que pourra se construire l'avenir de l'Ouest, région tournée vers la mer et placée au centre des relations entre l'Europe et le continent américain.

Un très riche débat devait ensuite s'engager entre représentants de l'Université et de l'Industrie, auxquels, bientôt, les nombreux participants devaient s'adresser pour leur demander des précisions, manifestant ainsi la nécessité pour tous de participer à l'élaboration de cet avenir qui ne doit en aucun cas être laissée à l'initiative des seuls responsables politiques, ou des technocrates.

QUEST - FRANCE

INCIDENTS HIER SOIR

à la tribune libre de la mairie

Hier soir un certain nombre de jeunes gens, militants du centre d'enseignement des monitrices de la jeunesse actuellement en grève, ont perturbé la « tribune libre » organisée à la mairie sur le thème « Innovation et progrès économique ».

Les contestataires ont interpellé vigoureusement notamment M. Bibault, organisateur et M. Michel Decré, un des conférenciers. Les thèmes favoris des jeunes du C.E.M.I. ont été « Qu'est-ce qu'une région ? », « Le chômage des jeunes », « Les handicapés ne sont pas rentables », etc.

Compte tenu de l'impossibilité de poursuivre le débat en raison même des quolibets et interruptions répétées, M. Bibault a clos la séance et donné rendez-vous à ses amis pour le 19 février sur le sujet « L'environnement ».

Au sortir les jeunes du C.E.M.I. ont expliqué : « Qu'il s'agit désormais que le public comprenne les problèmes essentiels — ceux des enfants handicapés comme ceux des vieux ou des immigrés — et ne soit pas dupé du langage des technocrates »...

Nous reviendrons sur la teneur de cette « Tribune libre ».

Qui c'est ?

Nantes : grève de 24 h à Laving Glaces pour une grille de salaires de 5 à 6 F de l'heure. Les salaires actuels sont en général compris entre 4,56 et 4,94 F.

Moyenne : La grève des enseignants des 8 et 9 a été suivie de 50 à 80 % suivant les secteurs, pour la titularisation des auxiliaires.

Le Croisic : 60 commerçants s'opposent à une saisie. (lundi 8)

À l'appel du CID-UNATI, 60 commerçants de toute la région de St Nazaire se sont opposés à une saisie contre une commerçante qui n'avait pas payé les cotisations de l'assurance-vieillesse. Au bout de 2 heures, les commerçants ont obtenu l'abandon de toute poursuite, mais restent vigilants.

Rezé : Les parents d'élèves du C.E.S Pont-Rousseau ont fait lundi 8 une grève scolaire pour protester contre la vétusté des locaux, et fait le soir même une réunion en présence de MM Plancher et Autain maires de Rezé et Bouguenais: baraquements à l'installation électrique défectueuse, mauvais stockage du fuel un seul escalier d'évacuation, manque de postes de surveillants, etc.

Cholet : Les syndicats CGT et CFDT des Ets Périer (500 ouvriers, construction de portes de garages, de persiennes...) dénoncent la mauvaise gestion de l'entreprise. "Les conséquences de cet état de choses retombent essentiellement sur les travailleurs et se traduisent dans l'immédiat par le 'blocage des salaires', le 'non-respect' et la remise en cause de certains accords d'entreprise' et vraisemblablement par 'une prochaine atteinte à la sécurité de l'emploi'."

Angers : 15 ouvriers intoxiqués à l'usine D.B.A.

Samedi 8, quinze ouvriers de DBA (fabrique de freins hydrauliques) ont été intoxiqués par des vapeurs de trichloréthylène à la suite d'une fausse manœuvre dans le système de refroidissement.

Poitiers : prise de position de l'évêque à propos des conflits fonciers

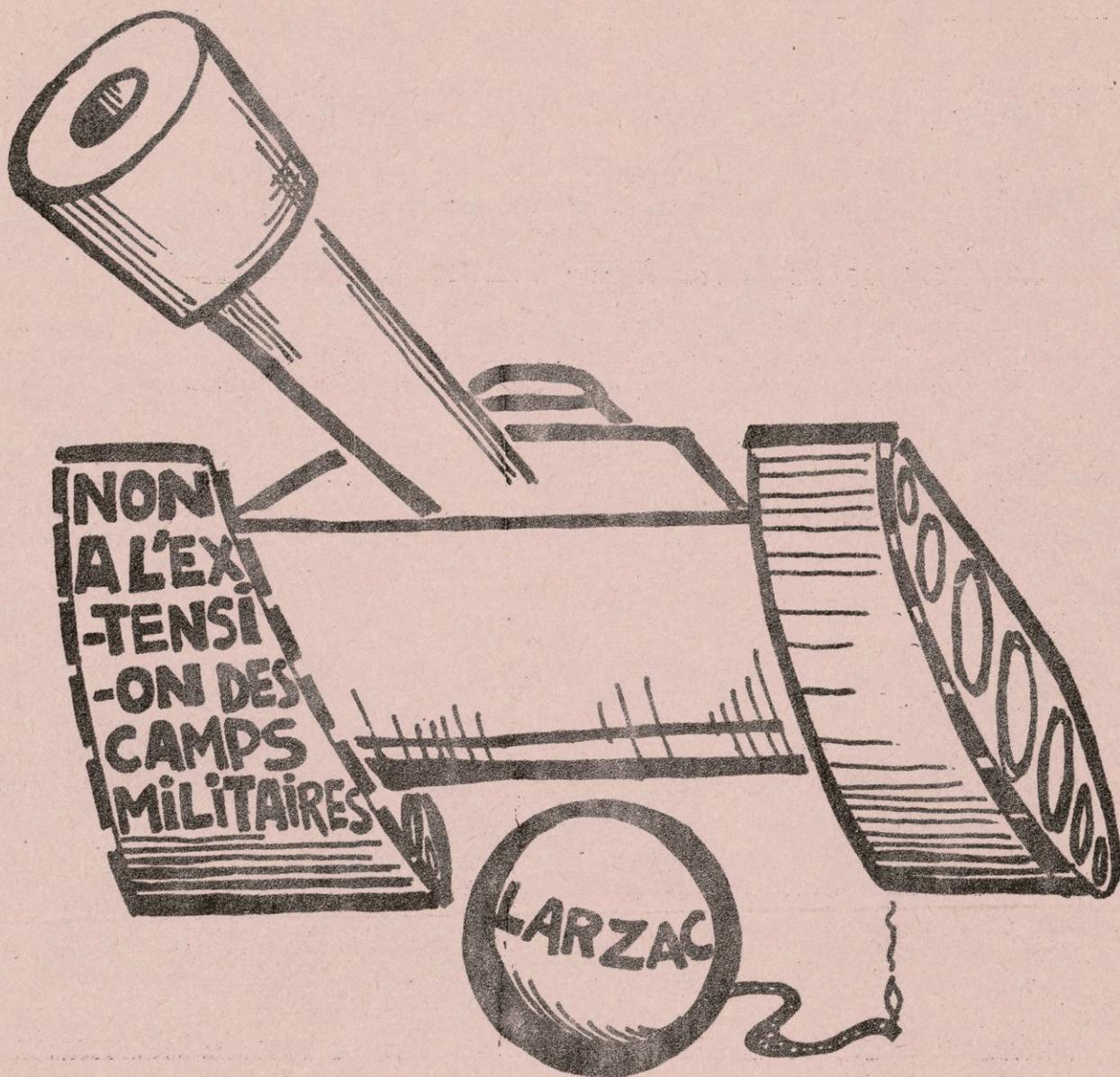
dans les Deux-Sèvres : "Lorsque les documents de l'Eglise parlent de droit de propriété, ils insistent (..) sur le droit de tout homme de disposer d'une part suffisante de biens et du droit d'exercer dans l'économie sa responsabilité d'homme et de travailleur. Les formes juridiques concrètes (..) sont à rechercher dans le sens de ce principe et cette recherche est du ressort de l'action politique.(..)

Nîmes : un objecteur de conscience nantais jugé en appel pour divulgation de la loi sur les objecteurs, mercredi 10. Une centaine de jeunes ont fait une manifestation de solidarité.

Paris : licenciements au siège central de Babcock-Atlantique

210 employés (dessinateurs, techniciens, ingénieurs, cadres) vont être licenciés sur un effectif de 850. La durée du travail a été ramenée de 43h 40 à 40h. avec une compensation à 66%. L'accord sur la pré-retraite à 60 ans signé pour St Nazaire ne concerne pas le siège de Paris.

Guerre du lait : Les producteurs de lait exigent un prix à la production de 0f70 le litre. Des actions ont commencé à la base, en marge des consignes de la FNSEA. Le 10, une cinquantaine de camions ont été bloqués en Ile-et-Vilaine. Sept camions bloqués à Pontivy, une trentaine appartenant à la laiterie Entremont à Malestroit bloqués près de l'usine et une dizaine à Guiscriff dans le Sud-Finistère.



MANIFESTATION

de soutien aux paysans du

LARZAC

Samedi 13. Place Viarme. 14^H30

Le comité de soutien

C. C. B. archi. imp. spé.